La sous-maîtresse française au XIX^e siècle : domestique ou enseignante stagiaire ?

The French Teaching Aide in the XIXth Century : domestic servant or apprentice teacher ?

Die französische Hilfslehrerin im 19. Jahrhundert : Hausmädchen oder Aushilfskraft ?

Rebecca Rogers

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1009>

DOI : 10.4000/histoire-education.1009

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2003

Pagination : 37-60

ISBN : 2-7342-0950-0

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Rebecca Rogers, « La sous-maîtresse française au XIX^e siècle : domestique ou enseignante stagiaire ? », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 98 | 2003, mis en ligne le 29 mai 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1009> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1009>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

La sous-maîtresse française au XIX^e siècle : domestique ou enseignante stagiaire ?

The French Teaching Aide in the XIXth Century : domestic servant or apprentice teacher ?

Die französische Hilfslehrerin im 19. Jahrhundert : Hausmädchen oder Aushilfskraft ?

Rebecca Rogers

- ¹ L'historiographie républicaine a longtemps privilégié l'enseignement public, sans se soucier des sexes, et a négligé ou caricaturé l'enseignement privé et religieux, laissant dans l'ombre la figure de l'institutrice, notamment celle de la religieuse s'occupant d'élèves féminines. Dans l'enseignement primaire, les progrès les plus frappants sont pourtant bien ceux qui concernent les filles, avec l'essor des congrégations religieuses. Les études portant sur l'enseignement secondaire français sont également marquées par les a priori républicains. Sont ainsi privilégiés les lycées et les collèges, alors que n'existent que quelques rares travaux sur les institutions privées, leurs propriétaires et les maîtres qui y travaillent¹. Les enseignantes du secondaire féminin d'avant les lois républicaines ont fait l'objet de travaux peu nombreux, dont aucun n'a ni l'ampleur, ni l'ambition des belles études de Françoise Mayeur et de Jo Burr Margadant, qui nous dévoilent le monde des premiers professeurs femmes après la loi Camille Sée de 1880². De façon générale, l'historiographie française a tendance à négliger le secteur privé pour des raisons qui sont certes parfois liées aux sources, mais qui, surtout, posent particulièrement problème lorsqu'on s'intéresse à l'éducation secondaire des filles, puisque celle-ci ne relève pas du public avant l'arrivée des républicains au pouvoir. En proclamant haut et fort leur volonté d'arracher les femmes des bras de l'Église, les républicains ont jeté un voile épais sur tout un pan de l'enseignement féminin privé, aussi bien laïc que religieux. Quand Victor Duruy annonce, lors de la création des cours secondaires de jeunes filles en 1867, qu'« il faut fonder l'enseignement secondaire des

filles qui, à vrai dire, n'existe pas en France »³, il nie les acquis de décennies de croissance institutionnelle au niveau municipal, voire régional.

- 2 Les historiens ont eu tendance à trop suivre le raisonnement républicain, en ignorant l'essor des écoles privées, et en délaissant les figures qui y sont liées, les maîtresses de pensionnat, les religieuses enseignantes et, plus encore, les sous-maîtresses, aux ordres des premières. Ces dernières jouent pourtant un rôle essentiel au sein des institutions : chargées non seulement de la surveillance et de l'aide durant les heures d'études, elles sont souvent responsables des premières classes dans un pensionnat, elles sont les personnes avec lesquelles les élèves ont le plus de contacts. En s'intéressant à cette figure marginale de la hiérarchie enseignante, on cherchera non seulement à mieux connaître l'organisation de l'enseignement secondaire féminin avant 1880, mais surtout à mettre en avant la position des sous-maîtresses dans une activité en voie de professionnalisation. L'évolution de leur statut et de leurs obligations n'est pas linéaire : partagée entre des conditions de vie qui relèvent de la domesticité et une expérience professionnelle qui est souvent vécue sous l'angle de l'apprentissage, l'existence des sous-maîtresses représente un cas intéressant d'ancillarité qui éclaire de manière pertinente les contradictions de ce métier féminin en voie de constitution.
- 3 Parler de l'enseignement secondaire féminin avant la création des lycées et collèges de jeunes filles pose des problèmes de définition. Aucun diplôme – comme le baccalauréat – ne sanctionne en effet des études qui sont perçues comme largement désintéressées, fournissant le bagage culturel nécessaire à une bonne épouse et mère de famille. Les contemporains sont pourtant bien persuadés qu'il existe des différences de qualité entre l'enseignement primaire destiné aux jeunes paysannes et ouvrières et l'enseignement secondaire réservé aux demoiselles. Ces différences de qualité se traduisent par des dispositions réglementaires qui voient le jour d'abord dans la capitale puis, souvent par imitation, dans les grandes villes de province. En 1837, un règlement des maisons d'éducation de la Seine est proposé à l'ensemble des préfets, qui sont, de fait, encouragés à élaborer un règlement similaire afin que soit établie une distinction entre les différents niveaux de l'enseignement féminin privé. De façon schématique, on peut souligner les caractéristiques de l'enseignement secondaire féminin en 1837 : avant tout, les enseignantes qui souhaitent ouvrir un établissement secondaire sont censées passer des examens de niveau « secondaire », le brevet de maîtresse de pension ou de maîtresse d'institution, ce dernier type d'établissement étant le plus prestigieux. Au sein des établissements secondaires, les études proposées sont également censées dépasser le niveau du primaire, grâce à l'offre de cours sur l'histoire, la littérature, les sciences et, surtout, les arts d'agrément. Enfin, cette éducation étant généralement donnée au sein d'un pensionnat, le coût des études restreint la clientèle aux filles de la bourgeoisie. Les annuaires des départements ou des villes révèlent en général l'existence d'une hiérarchie très nette entre les établissements féminins : ceux qui s'adressent aux demoiselles sont clairement ceux où les maîtresses se targuent de diplômes de niveau secondaire. Cette situation relativement claire se complique après 1853, quand un décret impérial supprime le niveau secondaire pour les filles⁴. Ce coup de baguette ministériel met fin, jusqu'en 1880, à l'existence de diplômes secondaires et nivelle vers le bas l'enseignement féminin. En pratique, les contemporains continuent cependant à distinguer différents niveaux d'établissements, qui se traduisent par des coûts de pension bien distincts. Au sein de ce système décentralisé et aux modes de fonctionnement disparates selon les

villes, la sous-maîtresse, ou la maîtresse d'étude, occupe une place bien précise au bas de la hiérarchie enseignante : devenir sous-maîtresse est bien la première étape pour devenir enseignante dans le secondaire.

- 4 Malgré sa position marginale, la sous-maîtresse attire l'attention d'une presse pédagogique en pleine expansion à partir de la Monarchie de Juillet. Ce personnage fait d'ailleurs plus largement l'objet de commentaires au sein d'une littérature qui s'intéresse au rôle des femmes dans la société française. L'étude des représentations des sous-maîtresses révèle à quel point leur statut est perçu comme proche de celui de la domesticité. La seconde partie de l'analyse porte sur les procédures concrètes à suivre pour devenir sous-maîtresse, afin de voir comment celles-ci contribuent à la structuration du système secondaire. En considérant l'évolution de ces procédures ainsi que les carrières d'anciennes sous-maîtresses, il est possible de nuancer l'image très négative de ce personnage, présenté si souvent comme exploité. En s'appuyant sur des archives privées, correspondances et journaux intimes en particulier, on proposera enfin une image encore différente de la sous-maîtresse : celle-ci n'étant ni simple pionne, ni future maîtresse de pension, sa position se révèle fort diversifiée, et offre à des femmes plus ou moins jeunes des possibilités, certes limitées, mais néanmoins réelles, d'autonomie et d'influence.

I. Les représentations de la sous-maîtresse

- 5 Entre 1830 et 1870 se développe un discours sur la femme pauvre, qui porte sur bien d'autres conditions féminines que celle de l'ouvrière, analysée de façon percutante par Jules Simon⁵. De fait, l'une des études les plus discutées de la fin de cette période est l'ouvrage de la première bachelière de France, Julie-Victoire Daubié, *La femme pauvre au XIXe siècle*. Sous sa plume, la catégorie de femme pauvre comprend toutes celles qui sont obligées de travailler pour survivre : l'ouvrière d'aiguille, la domestique mais aussi l'enseignante, à laquelle ce texte consacre de nombreuses pages d'analyse⁶. Pour J.-V. Daubié comme pour beaucoup de ses contemporains, la figure de l'enseignante, et surtout celle de l'enseignante du secondaire, focalise l'attention car, du fait de son origine bourgeoise, l'obligation où elle est de travailler paraît particulièrement incongrue. Dans ces textes où sont toujours présentes des questions de moralité et de conventions sociales, l'exemple de la sous-maîtresse est souvent mis en exergue : présentée en général comme une jeune fille aux rêves déçus, contrainte à un mode de vie et à une dépendance économique en décalage avec sa condition sociale d'origine, sa situation sert de point de départ à un ensemble de critiques de la société moderne⁷.
- 6 Un discours mettant en avant les difficultés de la femme enseignante apparaît dans les années 1830, au moment où il est question de réformes dans l'éducation primaire et secondaire des filles. Cette période est aussi marquée par le développement urbain, notamment dans la capitale, qui génère de son côté une littérature, qualifiée par Walter Benjamin de panoramique, et s'attachant aux effets des conditions de vie modernes⁸. Les physiologies urbaines, qui appartiennent à ce genre littéraire, décrivent souvent le travail féminin et la place des femmes dans la société française ; on y trouve des articles sur les enseignantes, et surtout sur la sous-maîtresse. Celle-ci inspire également quelques romanciers, qui lui octroient une place de choix dans des travaux de fiction parus après 1850. Pourquoi un tel intérêt porté à cette figure située au bas de l'échelle enseignante ? Les représentations de la sous-maîtresse partent toutes de l'idée qu'elle

appartient par sa naissance à la bourgeoisie, et que son travail est donc la preuve d'une forme de déchéance sociale, thématique fort en vogue dans ces années de transformations de la société. Un parallèle est ainsi souvent établi entre la situation de la domestique et celle de la sous-maîtresse, si ce n'est que cette dernière est éduquée et avait l'espoir d'une vie autre.

- 7 C'est Victorine Collin qui publie l'une des premières descriptions de cette situation de marginalité inconfortable dans un article intitulé « Les jeunes personnes sans fortune à Paris », qui paraît en 1832 dans un recueil de portraits urbains. Tandis qu'elle se présente elle-même comme une ancienne sous-maîtresse, avec sept ans d'expérience dans deux pensions, son article met en scène des jeunes femmes qui mènent une vie de labeur constant n'offrant que peu de satisfactions personnelles : « tant de jours de travail, de fatigue et de patience pour cette jeunesse passée avec de petits êtres, maussades pour la plupart, bruyants, ennuyés, n'ayant que de la mauvaise volonté, et, par-dessus le marché impertinents et raisonneurs ». Sacrifiant leur jeunesse et leurs rêves, les sous-maîtresses subissent en échange l'ingratitude des élèves, pour un salaire de misère qui ne donne aucune possibilité de retraite ou de protection contre la maladie. Selon Victorine Collin, le salaire d'une sous-maîtresse oscille entre deux et quatre cents francs par an, sans espoir d'augmentation malgré des années de service dévoué⁹. Ce portrait très misérabiliste réapparaît ensuite au sein de la presse pédagogique, des parties de l'article étant reprises en octobre 1834 dans l'hebdomadaire à succès de David Lévi-Alvarès, *La Mère institutrice*¹⁰.
- 8 Écrivant pour cette même revue, Michel Pallas poursuit un mois plus tard l'exploration de la vie de sous-maîtresse dans des termes tout aussi négatifs, qui mettent l'accent sur le contraste entre son origine sociale bourgeoise et sa situation de dépendance économique. Travailler comme sous-maîtresse n'est pas, selon ce réformateur, un tremplin permettant d'accéder à une situation meilleure au sein de la profession. Les jeunes filles qui font le sacrifice de leur jeunesse découvrent au contraire « un avenir qui se déroule chagrin et monotone, l'ennui incessant qui ronge et assombrit l'âme, et par dessus tout la santé qui s'en va ». Cette présentation très noire est cependant l'occasion pour M. Pallas d'insister sur la nécessité de changements, afin que la position de sous-maîtresse puisse déboucher sur une carrière digne de ce nom. La première étape consiste à convaincre les maîtresses de pensionnat : « [Qu'elles] les regardent non comme des ouvrières payées à tant par jour pour faire une besogne, mais comme des amies en qui l'on a confiance, et qui aident à supporter un commun fardeau ; que celle qui donne le salaire ne fasse point sentir son humiliante supériorité sur celle qui le reçoit »¹¹. Malgré son appel en faveur d'une réforme de la situation de ces femmes, il faut bien noter que Michel Pallas s'exprime dans un langage fort peu professionnel : au fond, il faudrait que les sous-maîtresses comprennent « la grandeur de leur mission », qu'elles ne ressentent selon lui pas assez actuellement, ce qui les pousse à enseigner de façon « routinière et machinale ». Ses propositions de réformes se limitent à des déclarations morales ; il ne suggère pas de changements plus concrets pour améliorer l'avenir des sous-maîtresses.
- 9 Le discours féministe de la *Gazette des femmes* est en comparaison bien plus pragmatique quand il cherche à améliorer le statut de la sous-maîtresse, « car tout le monde sait qu'il n'est point d'occupation plus pénible, plus désagréable et même plus humiliante que celle de sous-maîtresse ». L'auteur de l'article, la comtesse de Flamerang, poursuit en soulignant le besoin d'établir un système plus rigoureux

d'examens, et en recommandant d'offrir un meilleur salaire à ce prolétariat du monde enseignant afin de lui donner « une utile liberté d'action », qui le rendrait moins dépendant des maîtresses de pension et des élèves¹².

- 10 Dans les années 1840, les débats portant sur l'éducation secondaire des filles se développent, notamment sous l'impulsion de Joséphine Bachellery, qui va, dans ses écrits sur l'éducation des filles, jusqu'à proposer en 1848 la création d'une école normale supérieure pour les femmes. Elle ne s'attarde néanmoins pas sur la situation de la sous-maîtresse, mais se focalise sur les concurrents des enseignantes laïques : les religieuses et les hommes. C'est également le cas de Louise Dauriat, femme de lettres, qui lutte pour l'expulsion des hommes de l'enseignement féminin. Elle évoque cependant le cas des sous-maîtresses qui subissent « les plus dures privations imposées à la jeunesse, presque toujours à peine sortie de l'enfance ». Il suffit selon elle d'exiger des directrices de pension « les preuves de la moralité la plus éprouvée »¹³.
- 11 La situation de la sous-maîtresse redevient un sujet de préoccupation dans deux ouvrages des années 1850 et 1860 qui comptent parmi les rares livres à traiter de façon extensive du métier de l'enseignement pour les femmes. L'un est le livre de Marie Sincère, *Les pensionnats de jeunes filles*, publié une première fois en 1853 et réédité l'année suivante, l'autre celui de Julie-Victoire Daubié, *La femme pauvre au XIXe siècle*, dont il a déjà été question. Ces deux auteurs s'intéressent en particulier aux femmes de la bourgeoisie qui enseignent, et présentent une critique acerbe du système éducatif pour les jeunes filles. Rédigée une dizaine d'années après le livre de M. Sincère, l'analyse de J.-V. Daubié va plus loin à la fois dans sa critique des structures sociales et dans les solutions qu'elle propose pour améliorer le statut des enseignantes en général et des sous-maîtresses en particulier. Le livre de M. Sincère est, en comparaison, essentiellement descriptif, offrant des portraits, certes fort imagés, de jeunes femmes tiraillées entre leurs aspirations bourgeoises et les réalités de leur vie de travail. Comme V. Collin ou M. Pallas, M. Sincère met en scène des jeunes femmes obligées de mener une vie d'abnégation, qu'elle n'hésite pas à assimiler très directement à celle de la femme domestique. Elle évoque leur situation de « dépendance absolue » vis-à-vis de la maîtresse de pension, et note avec regret que beaucoup de ces jeunes femmes, en échange d'un logement et de leur nourriture, ne touchent aucun salaire pendant un ou deux ans. Vivant dans des dortoirs avec les élèves, les sous-maîtresses qu'elle décrit n'ont pas de vie privée et aucun avenir. Marquée par l'infériorité et la dépendance, leur vie provoque inévitablement des transformations dans le caractère de ces jeunes femmes : « À cet âge, son cœur sans cesse comprimé a fini par s'atrophier au milieu de l'indifférence dont elle a toujours été environnée ; car elle n'a guère rencontré d'affection sur sa route et ses compagnes ont rarement été ses amies. Son esprit, fatigué de tourner incessamment dans les mêmes redites, est devenu moins lucide et son caractère s'est aigri dans les contrariétés et dans les espérances déçues. Elle devient alors moins sympathique pour ses élèves et même pour la maîtresse de pension, vis-à-vis de laquelle elle manque parfois de docilité »¹⁴. Même si elle ne l'écrit pas explicitement, M. Sincère fait bien comprendre au lecteur que les conditions de vie de la sous-maîtresse peuvent facilement mener vers un célibat définitif, que ne compense pas une quelconque vocation religieuse ou professionnelle.
- 12 Le point de vue de J.-V. Daubié est plus polémique encore dans la mesure où elle associe la condition de la sous-maîtresse à celle de l'ouvrière, voire même à celle de la prostituée. Son salaire de misère est en partie responsable de cet état d'infériorité :

comme preuve, l'auteur féministe cite l'exemple d'une maison de broderie qui lui a « affirmé occuper ainsi plusieurs sous-maîtresses, misérablement vêtues, qui, dans leurs heures de trêve, cherchaient à gagner quelques centimes pour se créer une existence moins précaire »¹⁵. Mais pire encore, ces femmes deviennent, selon elle, les servantes d'élèves bourgeoises qui les traitent comme des inférieures, voire comme des domestiques, alors même que ces jeunes femmes appartiennent aux classes moyennes. À qui la faute ? Les familles sont partiellement responsables, puisqu'elles placent leurs filles dans ce secteur d'emploi sans leur avoir assuré une éducation adéquate. Mais le système économique, qui les condamne à un salaire insuffisant, associé à l'immoralité bourgeoise, est davantage encore responsable de leur déchéance : « Les recruteurs du vice se font une arme de cette insuffisance de salaire. Des pères, des maris même poussent l'infamie jusqu'à corrompre la jeune sous-maîtresse qui accompagne leur fille à la maison maternelle dans ses jours de congé. Ces considérations expliquent la déchéance qui s'attache trop souvent au titre de maîtresses d'études [sic], car il n'exige pas plus de garanties qu'il n'offre d'avenir »¹⁶.

- 13 L'État, enfin, est accusé de n'avoir pas veillé à légiférer pour protéger le statut des sous-maîtresses, alors qu'il s'est préoccupé du sort des « pions » de l'enseignement secondaire. En passant en revue les lois et les décrets concernant ce niveau de l'enseignement, J.-V. Daubié dénonce la façon dont la sous-maîtresse s'est retrouvée hors des cadres légaux, dévalorisée et mal payée, sans perspective de carrière, à la différence de ses homologues masculins. Cette partie de son analyse se termine sur une critique du fait que certaines directrices de pensions payent leurs domestiques 400 F par an alors que la sous-maîtresse, titulaire d'un diplôme de l'Hôtel de Ville, ne touche souvent que 200 F.
- 14 La figure de la sous-maîtresse apparaît également dans des œuvres de fiction où l'on retrouve les thématiques développées par les réformateurs sous un angle plus romanesque : certains auteurs s'attachent en particulier à dresser le portrait de la sous-maîtresse vieillissante et célibataire¹⁷. Adèle Esquiros, qui écrit aussi des textes féministes, fait figurer une certaine Mademoiselle Grognon au centre de son roman, *Histoire d'une sous-maîtresse* (1861). Contrairement aux jeunes filles dépeintes par V. Collin ou M. Pallas, Mademoiselle Grognon est représentée comme une vieille fille à lunettes, pâle et fatiguée à la « suite de ses tracas de vieille fille et de sa nourriture de pensionnaire ». Cette pauvre sous-maîtresse est évidemment mal rémunérée, mais subit surtout les tracasseries aussi bien des élèves que de la première sous-maîtresse, Mlle Bernard, « une petite vieille, maigre, vive, hérissée, aigre, glapissante, courant, criant, se multipliant »¹⁸. Mlle Grognon est amoureuse du maître d'écriture, mais l'auteur de ce portrait bien négatif du monde de l'enseignement féminin ne nous laisse guère espérer une suite heureuse. Malgré le ton plutôt féministe de la fin du roman qui demande aux femmes de s'exprimer contre le statu quo, A. Esquiros ne propose guère de changements structurels pour remédier à la situation de ces femmes enseignantes. La critique sociale associée aux projets de réformes est laissée aux bons soins des pédagogues. C'est aussi le cas dans l'ouvrage de fiction d'Henri Léon où les sous-maîtresses sont présentées comme des femmes entretenues : étant donné leur faible salaire, l'auteur prétend qu'elles ne peuvent faire autrement pour s'habiller convenablement. Ce pastiche du monde enseignant féminin se veut un commentaire humoristique, mais derrière l'humour se cachent des réalités économiques auxquelles d'autres s'attaquent au cours de cette période¹⁹.

- 15 Comme ces différents exemples le montrent, la position ambiguë de la sous-maîtresse préoccupe les contemporains dans les années 1830-1870. Celle-ci est censée être le produit d'une éducation bourgeoise, mais ses conditions de vie sont en réalité bien plus proches de celles d'une domestique. Comme dans le cas de la gouvernante anglaise, une certaine incongruité caractérise son statut, ce qui génère un sentiment de malaise chez certains, des protestations chez d'autres. Dans quelle mesure ces représentations nous livrent-elles une vision proche de la réalité ? L'analyse qui suit cherche à y répondre en regardant de plus près les règlements qui précisent les obligations professionnelles des sous-maîtresses dans l'enseignement, ainsi que les effets de ces règlements sur quelques trajectoires individuelles.

II. Devenir sous-maîtresse : règlements et parcours individuels

- 16 Malgré l'absence d'un système public d'enseignement secondaire féminin avant les années 1880 en France, les institutions privées font, dès le Premier Empire, l'objet de décrets et de règlements dont l'élaboration témoigne d'un mouvement de professionnalisation à l'œuvre. Ces règlements sont certes appliqués uniquement au niveau municipal ou départemental, mais ils contribuent néanmoins à structurer un système d'éducation féminin en voie de construction et à préciser les qualifications nécessaires pour pouvoir y enseigner²⁰. Dès le départ, le souci réglementaire concerne aussi bien les directrices de pension que les sous-maîtresses ou les maîtresses d'étude qui assurent surveillance et enseignement dans les pensionnats. La terminologie « maîtresse d'étude » est clairement empruntée à l'enseignement masculin, où des « maîtres d'étude » assument des responsabilités sensiblement similaires au sein des collèges et des lycées de garçons²¹.
- 17 En 1810, un premier règlement à l'usage des écoles de filles précise les procédures en vigueur pour ouvrir et tenir un pensionnat. La municipalité de Paris crée à cette période un « bureau d'indication et de placement des maîtresses d'étude » qui est censé fonctionner comme une sorte de bourse de travail mais avec une volonté de contrôle caractéristique de l'administration napoléonienne. Le bureau tient en effet un registre des maîtresses d'étude, vérifie qu'elles ont les diplômes requis et a le pouvoir d'annuler ces diplômes si la personne change de lieu de travail sans l'en avertir (art. 22)²². Pour obtenir le diplôme de maîtresse d'étude, la candidate doit passer devant un jury, montrer qu'elle sait lire et écrire, et qu'elle peut « montrer » l'une des matières suivantes : la grammaire française, l'arithmétique, l'histoire ancienne et moderne et particulièrement celle de la France, ou la géographie²³. À Paris, existe ainsi une volonté précoce de voir ces « domestiques » de l'enseignement en possession de certaines qualifications²⁴.
- 18 Les dispositions concernant les maîtresses d'étude changent peu avec la publication d'un nouveau règlement pour les maisons d'éducation de filles dans le département de la Seine en 1821. Il faut dorénavant avoir seize ans pour devenir sous-maîtresse, tandis que les exigences en matière de diplôme ne changent pas²⁵. Seize ans plus tard, en 1837, dans un contexte de développement général du système éducatif français, un dernier règlement paraît qui accroît légèrement le niveau d'exigence de la formation des sous-maîtresses : elles doivent faire preuve d'une instruction morale et religieuse, savoir parler et écrire correctement la langue française, et posséder des connaissances « à un

degré suffisant » dans un choix de matières bien plus vaste qu'en 1821 : la calligraphie, l'arithmétique, l'histoire et la géographie, la cosmographie, les éléments de la littérature, les notions élémentaires de physique et d'histoire naturelle, les travaux d'aiguille, une langue vivante, le dessin ou la musique²⁶. Ce diplôme est décerné après passage devant une commission d'examen composée de sept personnes, cinq hommes et deux femmes nommés par le ministre sur proposition du préfet.

- 19 Ce règlement départemental, qui servira par la suite de modèle aux autres départements, cherche à définir le niveau des études féminines secondaires et à bien encadrer le personnel enseignant qui y exerce, par le biais des inspections en particulier. En ce qui concerne les sous-maîtresses, les dispositions définissent un cadre de vie et de travail qui ressemble beaucoup à une période d'apprentissage au métier de l'enseignement. La jeune diplômée de seize ans doit en effet attendre vingt-cinq ans pour prétendre au diplôme de maîtresse de pension : durant ces neuf années, elle peut approfondir d'autres matières pour passer l'examen plus exigeant nécessaire pour devenir maîtresse de pension ou maîtresse d'institution.
- 20 L'élaboration de règles pour l'entrée dans l'enseignement est clairement un signe de professionnalisation, une façon d'établir des barrières entre celles qui possèdent un certain savoir et les autres. Malgré le mouvement précoce qui se dessine dans la capitale, la professionnalisation du statut de sous-maîtresse reste très incomplète, d'autant plus que le décret de 1853 supprime l'enseignement secondaire féminin : avec l'élimination de tous les diplômes ayant trait au niveau secondaire des études, la catégorie même de sous-maîtresse disparaît en principe. Sur le terrain, cependant, les fonctions comme le titre continuent à être utilisés, montrant à quel point l'étude des décrets doit être confrontée à celle des pratiques.
- 21 Les archives parisiennes montrent en effet que l'effort pour clarifier les compétences et les responsabilités de chaque acteur de l'enseignement secondaire féminin ne correspond pas aux réalités quotidiennes. Les rapports des inspectrices bénévoles parisiennes sous l'Empire et la Restauration mentionnent à maintes reprises la présence au sein de pensionnats de sous-maîtresses non-autorisées et, malgré leurs avertissements, la présence de telles employées non-diplômées reste courante, selon le témoignage des rapports d'inspection²⁷. À partir de 1845 et jusqu'en 1864, les inspectrices parisiennes publient un rapport annuel concernant les pensionnats féminins qui donne un aperçu précieux sur le statut des sous-maîtresses au sein des établissements. Comme les contemporains dont on a analysé les écrits, les inspectrices jugent très négativement la situation de cette catégorie d'enseignante, mal rémunérée et peu qualifiée. Ces rapports confirment que les sous-maîtresses touchent un salaire qui oscille entre deux cents et quatre cents francs par an, quelques-unes obtenant jusqu'à six cents francs par an, logement et nourriture compris²⁸. Très peu ont le diplôme d'enseignement exigé. La plupart sont ainsi peu préparées, trop jeunes, manquant à la fois d'instruction et d'éducation ; on leur reproche notamment leur « légèreté » et leur absence de vraie vocation, qui se traduit par le fait qu'elles n'investissent pas assez dans leur enseignement et changent fréquemment d'établissements²⁹.
- 22 Les rapports annuels continuent pendant vingt ans à déplorer la situation de la sous-maîtresse, qui ne semble guère s'améliorer dans ces années du milieu du siècle. En 1854, les inspectrices précisent que dans l'un des arrondissements, seules 99 des 162 sous-maîtresses (61 %) ont leur brevet d'enseignement ; peut-être est-il cependant plus

pertinent de noter que plus de la moitié possèdent ce brevet. Les rapports signalent de même la mobilité extrême de ces « domestiques » de l'enseignement secondaire, signe qu'elles ne s'impliquent guère dans la bonne marche des établissements : sur 172 sous-maîtresses dans un arrondissement, 93 ne restent que quelques mois, trente-deux restent un an, et quinze sont toujours dans la même maison au bout de deux années. Le témoignage des inspectrices tend à suggérer que le fameux bureau de placement n'offre pas suffisamment de garanties pour les directrices : si un registre de sous-maîtresses existe bien à cette époque, celui-ci ne précise pas les raisons qui poussent une personne à changer de lieu de travail, ces départs pouvant être aussi bien volontaires que forcés.

- 23 Les inspectrices proposent alors des solutions afin d'améliorer les conditions de vie des sous-maîtresses, et surtout de les professionnaliser davantage. Elles préconisent en particulier, en plus d'augmentations de salaire, la mise en place de stages d'apprentissage et l'obligation de suivre des leçons de pédagogie. À ces propositions, qui supposent la création de structures de formation encore peu présentes dans le paysage de l'enseignement féminin³⁰, elles ajoutent des « solutions » plus ponctuelles, notamment la distribution de prix aux meilleures sous-maîtresses, qui doit être un facteur d'émulation au sein du corps. Aucune des solutions ne semble avoir été retenue dans ces années, malgré la preuve de plus en plus évidente qu'une partie non-négligeable de l'enseignement secondaire féminin repose sur ces femmes insuffisamment préparées à leurs responsabilités. En 1850, sur un total de 1 735 enseignants, hommes et femmes, employés dans les maisons d'éducation de demoiselles, on trouve 450 (25,9 %) sous-maîtresses : celles-ci constituent la catégorie de femmes enseignantes la plus nombreuse, les institutrices étant au nombre de 179, les professeurs femmes au nombre de 418, tandis que les professeurs hommes dominent, puisqu'ils sont 688 à donner des leçons dans ces établissements³¹.
- 24 La lecture des rapports semble confirmer la fragilité de la situation des sous-maîtresses et leur relative exploitation au sein d'un secteur privé en pleine expansion. Mais cette lecture ne prend pas suffisamment en compte la façon dont cette position offre également des possibilités d'avenir : la vision statique des inspectrices cache en réalité un mouvement certain au sein de la profession, car peu de femmes restent longtemps sous-maîtresses. Au contraire, elles sont nombreuses à utiliser cette position, soit pour marquer le temps avant le mariage, soit pour devenir elles-mêmes institutrices ou maîtresses de pension. Dans le cas de ces dernières en particulier, l'exercice de responsabilités en tant que sous-maîtresses leur donne à la fois des compétences et des réseaux de relations nécessaires pour réussir dans ce domaine de l'éducation où la concurrence est forte. Vu sous cet angle, le statut de sous-maîtresse paraît davantage ressembler à une forme d'apprentissage au sein d'une profession où domine encore une formation basée sur les liens personnels.
- 25 Les sources qui pourraient confirmer une telle interprétation sont fragmentaires mais, mises bout à bout, elles construisent une vision du statut de la sous-maîtresse nettement moins misérabiliste que celle dépeinte dans les portraits contemporains. La publicité dans la presse professionnelle montre par exemple que beaucoup de jeunes femmes acceptent un emploi mal rémunéré de sous-maîtresse en échange d'une formation : ainsi, en mai 1841, une femme annonce qu'elle recherche une situation de sous-maîtresse au sein d'une institution ou d'un externat et qu'« elle se contenterait de 30 francs par mois sans la nourriture pourvu qu'on lui enseignât le piano »³². La trajectoire professionnelle de certaines directrices de pension suggère que de telles

motivations sont souvent à l'œuvre lorsque les jeunes filles démarrent leur carrière comme sous-maîtresses. Geneviève Arthaud, par exemple, est d'abord élève puis sous-maîtresse dans l'établissement de Mme Stévens, quai d'Anjou, entre 1837 et 1841. Elle passe ensuite cinq ans comme maîtresse d'études dans une autre institution, propose des leçons privées encore trois ans dans la maison de son père, avant de devenir maîtresse puis directrice, en 1850, d'un pensionnat rue de la Monnaie dans le quatrième arrondissement³³.

- 26 Pouvant débiter dès l'âge de seize ans, la maîtresse d'étude doit attendre d'avoir vingt-cinq ans avant de prétendre à la direction d'un établissement. Le stage d'apprentissage de G. Arthaud n'a rien donc d'exceptionnel, ce que confirment les dossiers constitués au moment de l'ouverture d'un pensionnat à partir des années 1850. Au milieu du siècle, la croissance des institutions féminines entraîne une forte concurrence entre elles. Réussir dans la profession implique de ce fait l'accès à des fonds financiers, un réseau de clients et d'enseignants, ainsi qu'un savoir pédagogique qui ne vient qu'avec l'expérience³⁴. Souvent, cependant, cette expérience n'est pas suffisante : Eugénie Lévêque passe neuf ans comme sous-maîtresse avant d'ouvrir un certain nombre de pensionnats, dont aucun ne rencontre de succès, d'abord à Alençon, puis dans une ville voisine, et enfin à Paris³⁵. À Nantes, la carrière d'Élisabeth Priet montre que la patience peut payer. Ayant obtenu un premier brevet d'enseignement primaire en 1825, elle enseigne comme sous-maîtresse pendant dix-huit ans dans l'établissement de Marthe Guilbaud. En 1840, elle obtient l'autorisation d'ouvrir son propre pensionnat, qui est décrit vingt-et-un ans plus tard comme l'un des meilleurs de Nantes. Elle accueille quarante pensionnaires et emploie elle-même cinq sous-maîtresses³⁶.
- 27 Fréquemment, les jeunes filles travaillent comme maîtresses d'étude dans des pensionnats qui appartiennent à un membre de leur famille et acquièrent ainsi leurs qualifications sur les genoux de leur mère. Marie Élisabeth Dutois, par exemple, est employée comme sous-maîtresse pendant dix ans dans un établissement dirigé par sa mère ; elle lui succède en 1853 et exerce jusqu'en 1885 où, à l'âge de soixante-et-un ans, on peut imaginer qu'elle se retire de la vie active³⁷. Les archives départementales révèlent aussi que le titre de sous-maîtresse est souvent attribué lors des inspections, alors qu'en réalité le pensionnat est dirigé collectivement comme une forme d'entreprise familiale : la femme la plus diplômée est officiellement directrice sur le papier, alors que ses sœurs, ses filles ou ses nièces sont signalées comme sous-maîtresses lors des inspections³⁸. C'est clairement le cas de l'établissement Rey, institution spécialisée dans l'enseignement des langues étrangères dans les années 1850 à Paris, dont Virginie est présentée comme directrice, tandis que ses deux sœurs apparaissent comme sous-maîtresses³⁹. Pour une femme célibataire, ce statut apparemment peu enviable offre néanmoins une forme de respectabilité, un salaire minimal et surtout le logement et la nourriture. Pour beaucoup, il est sans doute préférable à une vie de dépendance auprès de parents vieillissants, d'autant plus qu'il offre une forme d'apprentissage, parfois fort utile en cas de revers de fortune familial.
- 28 Que certains perçoivent ce statut comme conférant une honorabilité bourgeoise aux femmes seules se lit aussi dans les demandes d'emploi publiées dans la presse professionnelle. En témoigne cette annonce parue en 1840 : « Une famille honorable désirerait placer leur jeune demoiselle, âgée de dix-neuf ans, dans un pensionnat de jeunes demoiselles comme sous-maîtresse, emploi qu'elle a déjà occupé à l'École Royale de Saint-Denis où elle a été élevée. Bonne musicienne, la jeune personne ainsi que sa

famille tiennent plus à la considération qu'aux émoluments ». Autre exemple, on trouve l'année suivante cette annonce d'une jeune dame veuve depuis quatre mois, « ayant reçu la plus brillante éducation, [qui] demande une place de sous-maîtresse. Elle n'exige aucune rétribution si la maîtresse de pension consent à prendre ses deux enfants âgées l'une de sept ans, l'autre de neuf ans »⁴⁰.

- 29 Ces exemples montrent la variété des situations que recouvre le statut de sous-maîtresse. Au bas de la hiérarchie enseignante, elles ont des responsabilités peu éloignées de celles d'une domestique, mais leurs conditions de travail varient beaucoup. L'effort de réglementation de l'univers des pensionnats féminins attire l'attention sur la situation de ces femmes, mais jette aussi les bases nécessaires à son amélioration, en précisant leurs compétences et en les incluant dans les efforts de réforme de l'enseignement secondaire. En prenant en considération des expériences individuelles, nous pouvons voir des traces aussi bien de cette professionnalisation à l'œuvre que de la situation d'asservissement des sous-maîtresses. La réalité est en effet multiple.

III. Autonomie ou servitude ?

- 30 Les contemporains sont dans l'ensemble d'accord pour critiquer la très faible indépendance accordée aux jeunes femmes qui acceptent la position de sous-maîtresse dans un pensionnat. Les conditions financières peu alléchantes associées à des conditions de travail qui les laissent sous le contrôle discrétionnaire d'une directrice de pension offrent en apparence peu d'espaces de liberté pour le développement aussi bien personnel que professionnel. Le témoignage des archives comme celui de quelques rares mémoires, journaux intimes et correspondances montrent cependant des situations plus nuancées, qui semblent évoluer avec le temps.
- 31 Dans les années 1840, les sous-maîtresses sont à l'origine de quelques scandales dans le petit monde des pensionnats féminins, scandales qui révèlent qu'elles sont loin d'être dépourvues d'influence, puisque justement elles en abusent. On trouve en particulier des femmes qui se retournent contre leur directrice de pension en utilisant les armes du pauvre, et notamment la rumeur publique, pour la discréditer. C'est ce qui arrive à Mme Desolmes, une directrice de pension parisienne, qui est accusée en 1842 d'entretenir une liaison avec un jeune homme habitant la maison. L'investigation qui s'ensuit révèle qu'une ancienne sous-maîtresse est à l'origine de la rumeur : cette femme aux manières vulgaires et portée sur le vin, sans diplôme et sans grandes qualifications pédagogiques, s'est vraisemblablement vengée de son ancienne maîtresse en l'accusant d'adultère⁴¹. À Montauban, une sous-maîtresse bien éduquée profite de la maladie de sa maîtresse pour répandre des rumeurs sur son compte ; selon cette maîtresse, « Herminie éloigna de moi tous les parents des élèves, et à force d'intrigues et de cabales se fit nommer à ma place »⁴². Que de telles situations aient pu se produire témoigne de l'efficacité de la rumeur publique, notamment en milieu bourgeois.
- 32 Les sous-maîtresses ont cependant dû plus souvent souffrir leurs peines en silence, à l'image de la sœur d'Ernest Renan, Henriette. L'écrivain lui rend un hommage posthume dans un mémoire qui montre à quel point il est difficile de tirer des conclusions définitives sur la nature du travail demandé et sur les possibilités que celui-ci offre en matière d'avenir⁴³. Henriette Renan est née en 1811, la seconde de trois enfants. À la mort de son père, dans les années 1830, elle a vingt-quatre ans et la famille

se trouve dans une situation financière difficile. Elle s'installe alors à Paris comme sous-maîtresse et, d'après son frère, elle travaille de façon continue seize heures par jour, changeant fréquemment d'établissement. Au bout de quelques années, elle abandonne le statut de sous-maîtresse pour devenir gouvernante dans une famille noble polonaise, où apparemment les conditions de vie sont meilleures. Si le mémoire confirme le caractère laborieux et précaire de cet emploi, celui-ci n'a pas que de mauvais côtés. E. Renan prend soin de noter que, dans son souci de vivre mieux, Henriette décide de poursuivre ses études afin d'obtenir des diplômes d'enseignement ; il fait également remarquer que ses études lui forment l'esprit. De plus, il faut bien noter que c'est le travail de sa sœur qui permet à Ernest de venir étudier à Paris. Certes l'enseignement à ce niveau ne lui permet pas d'acquérir une grande indépendance, mais il lui permet de garder des portes ouvertes aussi bien pour elle que pour son frère.

- 33 La position de sous-maîtresse offre clairement une certaine sécurité à de nombreuses femmes et ouvre parfois même des possibilités d'ascension sociale aux filles de la petite bourgeoisie qui ont pu profiter d'une bonne éducation⁴⁴. Au milieu des années 1860, la croissance de ces institutions est telle que les jeunes personnes qui se destinent à l'enseignement arrivent à mieux monnayer leurs services, comme en témoigne la correspondance entre Eugénie Dubois et sa sœur Augustine Goblet dans l'ouest de la France. Cette correspondance donne un aperçu inédit sur le rôle des sous-maîtresses et la demande les concernant, qui montre que le statut est loin d'impliquer à cette époque marginalité et infériorité⁴⁵.
- 34 Eugénie Dubois dirige un pensionnat à Pont-Audemer, et ses lettres à sa sœur témoignent fréquemment de ses difficultés à recruter des sous-maîtresses qui restent en place pour quelques années. On aperçoit ici une des explications de la mobilité de ce corps au milieu du siècle : beaucoup de jeunes filles entrent dans un établissement afin de préparer les examens qui leur permettent ensuite d'ouvrir leur propre institution. C'est le cas, par exemple, de Fanny Lecharpentier, sous-maîtresse chez E. Dubois, qui dès qu'elle a obtenu son diplôme, part pour Paris tenter sa chance (lettre du mois d'août 1849). Quelques années plus tard, Augustine envoie une certaine Mlle Grassin à sa sœur. Le frère de cette nouvelle sous-maîtresse négocie pour elle un salaire de 150 F par an, à condition qu'elle puisse disposer de temps libre pour préparer des examens. Elle s'avère une apprentie enseignante fort médiocre cependant, n'ayant de talents que pour l'enseignement de la broderie et de la tapisserie (lettres de 1854). Cette correspondance montre à quel point il est difficile de trouver des personnes compétentes et souples pour le salaire modeste proposé. En 1862, Augustine écrit à sa sœur pour lui présenter une candidate qui demande un salaire de 250 F par an ; celle-ci sait bien coudre, mais ses connaissances en histoire ancienne sont nulles, elle n'a ni expérience pédagogique, ni sens de la méthode, mais elle demande néanmoins d'enseigner à la deuxième classe. En la présentant, Augustine plaide en sa faveur en écrivant qu'elle a plus de chance de rester dix ans, étant très timide et habituée à être dominée. Les progrès de l'enseignement féminin rendent en effet les sous-maîtresses plus exigeantes sur la nature du travail qu'on leur propose et sur le salaire offert : Mademoiselle Cordier refuse l'offre d'entrer chez Eugénie à quinze ans et demi car elle trouve au Mans une directrice qui la prend et qui ne lui demande pas d'enseigner aux plus jeunes⁴⁶. En 1868, Eugénie s'intéresse à une jeune femme dont la sœur est déjà sous-maîtresse dans une pension de Mamers ; cette dernière perçoit un salaire de 600 F

par an, avec le jeudi et le dimanche libres, conditions qu'Eugénie est incapable d'offrir ; de fait, cette candidate lui glisse entre les doigts.

- 35 L'apparition de comportements plus exigeants de la part d'aspirantes sous-maîtresses témoigne très certainement de l'évolution du métier de l'enseignement secondaire. Cette évolution est cependant loin d'être uniforme. À côté de jeunes filles qui entrent dans l'enseignement par ce biais, avec des objectifs professionnels plus ou moins affirmés, il en reste beaucoup, encore au milieu du siècle, qui y sont pour des motifs bien plus diffus. C'est ce qui ressort du journal intime de Pauline Weill qui nous offre un rare aperçu de l'existence quotidienne d'une sous-maîtresse⁴⁷. Le journal de cette jeune femme juive commence en 1858, alors qu'âgée de seize ans, elle a plus ou moins « terminé » son éducation dans un pensionnat israélite de la capitale où elle continue néanmoins de résider après huit années d'études. Orpheline de père et de mère, Pauline écrit pour passer le temps, son frère aîné l'ayant laissée au pensionnat en attendant de lui trouver un parti. Le pensionnat Neymark qu'elle décrit est un grand établissement situé avenue Montaigne dans l'ancien premier arrondissement.
- 36 Le journal commence par la description d'une vie bien peu studieuse : Pauline se promène beaucoup dans les parcs parisiens, prend quelques leçons d'anglais, prête périodiquement son concours à l'enseignement auprès des plus jeunes. Au début, quand elle évoque les sous-maîtresses du pensionnat, c'est pour montrer combien elles sont aimées, puisqu'en janvier 1858 les élèves se cotisent pour offrir un cadeau à la première sous-maîtresse. Son existence change cependant dès ce même mois de janvier 1858, quand l'une de ses maîtresses lui demande d'assumer des responsabilités plus lourdes, situation courante pour les grandes filles dans un pensionnat. En échange d'une réduction de 300 F sur les frais de scolarité annuels, on lui propose de s'occuper de la classe des plus jeunes. Pauline écrit : « Je pensais que d'un côté, je serais bien bête de m'épuiser et de me donner tant de peines et qu'il fallait encore au bout du compte payer la somme de 500 F ; de l'autre côté, je me disais que cela me ferait une occupation fixe et que cela serait toujours 300 francs de gagné [sic] sur mes dépenses. Enfin, je ne sais quelle fin tout ceci aura, l'avenir verra »⁴⁸. Elle finit par accepter l'offre, qui se conclut par contrat oral avec la directrice, à la condition que si sa santé en souffre, elle redeviendra simple élève interne. Son frère, plus avisé, intervient cependant pour exiger que Pauline ne paie plus de frais de scolarité du tout ; il faut reconnaître que Mme Neymark acquiert une nouvelle enseignante beaucoup plus facilement et à bien moindre frais qu'Eugénie Dubois.
- 37 La description que fait Pauline de ses activités quotidiennes montre qu'en effet, les responsabilités de sous-maîtresse ne lui laisse pas beaucoup de temps libre, mais elle semble plutôt apprécier ces occupations qui la distraient : « Enfin, le fait est que depuis que je suis sous-maîtresse, je ne m'ennuie plus autant car les occupations qui sont fort nombreuses m'en empêchent »⁴⁹. Elle témoigne certes, parfois, de moments de découragement et de fatigue quand ses élèves ne lui obéissent pas, mais elle continue néanmoins d'assumer ses charges d'enseignement pendant dix-huit mois, avant de regagner la maison familiale à Haguenau, en Alsace. En tant que sous-maîtresse, elle enseigne l'écriture et la lecture, prépare des modèles d'écriture, corrige des devoirs, surveille les élèves pendant les récréations et les couche le soir – en somme une vie bien remplie.
- 38 Contrairement aux cas évoqués précédemment, Pauline n'envisage pas cette expérience comme le premier pas d'une trajectoire professionnelle, et refuse énergiquement toute

proposition d'étudier pour passer un brevet d'enseignement : « Mais je n'ai nullement envie de me rendre à ses désirs [ceux d'un inspecteur de passage qui l'encourage dans cette direction] et plus on m'y forcera, plus je serai entêtée. Je n'ai point envie de recommencer à piocher, je travaille assez du matin au soir à donner des leçons pour ne pas me mettre encore un fardeau sur le dos. D'ailleurs, si un jour j'étais obligée de gagner mon pain, je ne choisirais certainement pas l'état d'institutrice, je ne voue aucun goût prononcé à cette vocation, que le bon Dieu m'en préserve... »⁵⁰.

- 39 Son attitude n'est certainement pas isolée et explique sans doute le grand nombre de sous-maîtresses sans diplôme et très mobiles relevé lors des inspections. Beaucoup de jeunes filles comme Pauline acceptent les responsabilités de sous-maîtresse dans le pensionnat où elles ont été élevées comme une façon de marquer un temps avant leur entrée dans le monde. En un sens, exercer les fonctions d'aide dans une maison d'éducation est la suite logique d'un programme pédagogique censé préparer les jeunes filles de la bourgeoisie à leurs devoirs d'épouses et de mères. Malgré l'absence de vocation enseignante chez Pauline, ces responsabilités lui donnent une certaine confiance en elle qui lui permet de résister plus tard aux pressions exercées par son frère aîné, peu aimé. Certes, elle n'a pas réussi par ce travail à obtenir une quelconque indépendance financière, mais il lui donne un objectif dans la vie. Comme son journal s'arrête aux portes du pensionnat, il n'est pas possible de connaître les effets de ces responsabilités par la suite. Il semble néanmoins clair qu'elle n'a pas vécu sa brève expérience d'enseignement comme une forme de servitude ; il est vrai que sa situation n'est pas celle d'Henriette Renan.

- 40 Au terme de cette analyse, il est difficile de formuler une conclusion générale sur le degré d'autonomie tant individuelle que professionnelle qu'offre la vie de sous-maîtresse. Les archives publiques comme les sources privées témoignent d'une très grande variété de situations avant la Troisième République. Être sous-maîtresse n'est certainement pas une sinécure, mais n'implique pas forcément non plus une vie de servitude sans fin. Non seulement les règlements définissent des qualifications professionnelles, mais les archives départementales révèlent que cette position constitue souvent une forme d'apprentissage au métier de l'enseignement, à une période où les écoles normales sont peu fréquentes pour les femmes. Les inspections menées au sein de pensionnats parisiens mettent également en lumière des réseaux de solidarité familiaux qui offrent un autre éclairage sur la position de la sous-maîtresse. Celle-ci est souvent la sœur, la nièce, voire la mère de la directrice, et œuvre avec elle au succès de l'entreprise familiale. Le journal de Pauline Weill offre encore une autre vision de ce statut si décrié par les contemporains pédagogues et féministes. Enseigner à de jeunes élèves, les surveiller et les discipliner est alors le point culminant d'une éducation donnée et reçue en vue d'un avenir maternel. Certes, les sous-maîtresses ne sont pas toutes de futures mères bourgeoises, ou de futures maîtresses de pension. Elles sont certainement aussi nombreuses à avoir été vulgaires et peu éduquées, à l'image de la femme qui accuse Mme Desolme d'adultère, des personnes plus proches de l'univers de la domesticité que de celui de l'enseignement ; ce dernier type ne semble cependant pas avoir été majoritaire. En plongeant dans l'univers de l'enseignement secondaire laïc féminin avant les lois républicaines, nous découvrons un monde réglementé et inspecté mais dont le fonctionnement ne correspond pas toujours aux règles en vigueur. Au

cœur de cet univers se trouvent les sous-maîtresses qui, même si leur nom change avec la création des lycées et collèges de jeunes filles, se retrouvent sous l'appellation de maîtresses répétitrices, aux fonctions tout aussi variables que celles des sous-maîtresses⁵¹. Comme c'est le cas pour tout le personnel enseignant situé au bas de la hiérarchie, et a fortiori pour le personnel féminin, l'histoire de leurs fonctions et de l'évolution de leurs conditions de vie reste encore largement à faire.

NOTES

1. Voir le livre de Paul Gerbod, maintenant bien daté : *La vie quotidienne dans les lycées et les collèges au XIXe siècle*, Paris, Hachette, 1968 ; Joseph Padberg : *Colleges in Controversy. The Jesuit Schools in France from Revival to Suppression, 1815-1880*, Cambridge, Harvard University Press, 1969. Nous attendons avec impatience les résultats de l'enquête de Françoise Huguet du Service d'histoire de l'éducation concernant les établissements privés d'enseignement secondaire pour les garçons à Paris, voir : Rapport Scientifique, 1996-2000, Paris, INRP, 2000, pp. 47-50.
2. Françoise Mayeur : *L'enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979 ; Jo Burr Margadant : *Madame le Professeur. Women Educators in the Third Republic*, Princeton, Princeton University Press, 1990.
3. Circulaire du 30 octobre 1867 reproduite dans Mgr Dupanloup : *La Femme chrétienne et française; dernière réponse à M. Duruy et à ses défenseurs par Mgr l'Évêque d'Orléans*, Paris, 1868.
4. Décret impérial concernant les écoles primaires du 31 décembre 1853.
5. Pour une excellente analyse du discours concernant le travail féminin, voir Judith G. Coffin : *The Politics of Women's Work. The Paris Garment Trades, 1750-1915*, Princeton, Princeton University Press, 1996. Voir également le texte de Jules Simon : *L'Ouvrière*, Paris, Hachette, 1861. Joan Scott compare Daubié et Simon dans : « 'L'ouvrière! Mot impie, sordide...' Women Workers in the Discourse of French Political Economy, 1840-1860 », in *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press, 1988, pp. 139-163.
6. Julie-Victoire Daubié : *La femme pauvre au XIXe siècle*, t. 1, Paris, Côté femmes, 1992. Ce texte a été primé lors d'un concours organisé par l'Académie impériale de Lyon en 1859, et des extraits sont parus dans le *Journal des économistes. Revue de la science économique et de la statistique* entre 1862 et 1865, notamment un long article intitulé « De l'enseignement secondaire pour les femmes ». Une première version abrégée de l'ensemble est publiée en 1866 sous le titre *La Femme pauvre au XIXe siècle*. Le texte est ensuite réédité en 1870 après avoir reçu une mention honorable lors de l'exposition universelle de 1867.
7. Mon analyse de la sous-maîtresse s'inspire en partie des travaux portant sur la gouvernante anglaise, notamment M. Jeanne Peterson : « The Victorian Governess. Status Incongruence in Family and Society », in *Suffer and Be Still*, sous la direction de M. Vicinus, Bloomington, Indiana University Press, 1972, pp. 3-19, le chapitre de Mary Poovey : « The Anathemized Race : The Governess and Jane Eyre », in *Uneven Developments. The Ideological Work of Gender in Mid-Victorian England*, Chicago, University of Chicago Press, 1988 ; Kathryn Hughes : *The Victorian Governess*, London, The Hambledon Press, 1993 ; Alice Renton : *Tyrant or Victim ? A History of the British Governess*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1991.
8. Voir, en particulier, Walter Benjamin : « Paris, capitale du XIXe siècle », *Œuvres*, t. III, Paris, Gallimard, 2000 [1^{ère} édition, 1972], pp. 44-66.

9. Victorine Collin : « Les jeunes personnes sans fortune à Paris », in *Paris ou le livre des cent et un*, Paris, chez Ladvocat, 1832, t. 5, pp. 29-60, citation p. 52. Pour un autre portrait très négatif de la profession enseignante, qui évoque cependant peu la sous-maîtresse, voir Louise Colet : « L'institutrice », in *Les Français peints par eux-mêmes*, Paris, Philippart, 1861 [1^{ère} édition, 1840-42], pp. 97-101.
10. Victorine Collin : « Les sous-maîtresses », *La Mère institutrice*, octobre 1834, pp. 10-14.
11. Michel Pallas : « La vie de la sous-maîtresse », *La Mère institutrice*, novembre 1834, pp. 44-47, citations p. 45 et 46.
12. Comtesse de Flamerang : « Les dangers des pensionnats », *La Gazette des femmes*, 8 janvier 1842. Cette revue voit le jour en 1836. Influencée en partie par le mouvement saint-simonien, elle publie des articles à tonalité nettement féministe pour revendiquer des changements dans le statut des femmes dans le mariage, au travail, dans l'éducation, etc. Voir Claire Moses : *French Feminism in the Nineteenth Century*, Albany, State University of New York Press, 1984, pp. 98-107.
13. Louise Dauriat : *Mémoire adressé à Messieurs les membres du conseil général du département de la Seine*, Paris, 1846 ; lettre du 11 août 1846, p. 10.
14. Marie Sincère (pseud. de Marie Dubreuil de Saint-Germain Romieu) : *Les pensionnats de jeunes filles*, Paris, 2^e édition, 1854, pp. 34-35.
15. J.-V. Daubié : *La femme pauvre...*, op. cit., t. 1, pp. 121-130, citation p. 122.
16. *Ibid.*, pp. 122-123.
17. Pour une analyse plus générale de cette littérature concernant la vieille fille, voir Cécile Dauphin : « Histoire d'un stéréotype. La vieille fille », in *Madame ou Mademoiselle. Itinéraires de la solitude féminine, XVIIIe-XXe siècles*, sous la direction d'Arlette Farge et de Christine Klapisch, Paris, Montalba, 1984, pp. 207-231.
18. *Histoire d'une sous-maîtresse*, Paris, E. Pick, 1861. Adèle Esquiros défend le droit des femmes au travail à côté d'autres féministes de son époque, comme André Léon et Paule Minck. Elle est l'auteur de *L'Amour, réponse d'une femme à M. Michelet* ainsi que des *Marchandes d'amour* en 1865.
19. Henri Léon : *Les Indiscrétions de Jehan Bomoloque à l'endroit des maîtresses de pensions*, Paris, chez l'auteur, 1855. Une autre figure de la sous-maîtresse apparaît dans Eugénie Garcin (pseudonyme d'Euphémie Vauthier) : *Léonie, essai d'éducation par le roman*, 2^e édition, Paris, chez l'auteur, 1862.
20. Je propose une analyse générale du mouvement de réforme dans Rebecca Rogers : « Boarding Schools, Women Teachers, and Domesticity: Reforming Girls' Secondary Education in the First Half of the Nineteenth Century », *French Historical Studies*, 19, 1995, pp. 153-181. Pour la période de l'Empire, voir Rebecca Rogers : « L'éducation des filles à l'époque napoléonienne », in *Enseignement et société dans l'Europe napoléonienne. Actes du colloque organisé par l'Institut Napoléon et la Bibliothèque Marmottan à l'occasion du bicentenaire de la création des lycées, Boulogne, 15-16 novembre 2002*, Paris, Nouveau Monde Éditions/Fondation Napoléon, à paraître en 2004.
21. Voir les rubriques « maîtres d'étude » et « sous-maître » dans Ferdinand Buisson : *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, vol. 2, Paris, 1911. L'équivalent féminin n'est pas indiqué dans ce dictionnaire, mais les deux termes de sous-maîtresse et de maîtresse d'étude sont utilisés de façon interchangeable jusque vers 1850, où le dernier terme semble disparaître.
22. Archives départementales de Paris [ci-après Arch. dépt. de Paris], VD 367, n° 7.
23. Elle doit également fournir un extrait d'acte de naissance et de mariage si elle est mariée, ainsi qu'un certificat de bonnes mœurs délivré sur l'attestation de trois témoins.
24. En 1837, une lettre du préfet aux maires de Paris évoque l'existence d'un Bureau central d'inscription des maîtresses d'étude qui centralise tous les renseignements concernant les sous-maîtresses. Ce bureau a donc bien existé, mais il semble n'avoir pas été beaucoup utilisé. Arch. dépt. de Paris, VD 347, n° 16, lettre du 28 novembre 1837.
25. Arch. dépt. de Paris, VD 158, n° 2.
26. *Règlement concernant les maisons d'éducation de filles dans le département de la Seine*, procès verbal du Conseil royal de l'instruction publique du 7 mars 1837. Ce règlement se trouve en de

nombreux endroits, y compris dans Arch. dépt. de Paris, VD 158, n° 2 et Archives Nationales [ci-après AN], F17/12431.

27. De telles plaintes existent dès l'Empire, voir le rapport adressé au maire du premier arrondissement en 1812, Arch. dépt. de Paris, VD 158, n° 3. Dans les années 1840, Legros, un fonctionnaire nommé par le Ministère pour surveiller l'enseignement secondaire féminin, se plaint lui aussi des problèmes liés à l'absence d'un contrôle suffisant sur le personnel enseignant, autre que celui des directrices de pension. En commentant l'établissement de Mlle Vassart, il écrit : « Il est impossible de ne pas être frappé du peu de garantie que présente un semblable pêle-mêle de maîtres et de maîtresses sans brevet, sans diplôme et on doit sentir l'urgence de donner quelque attention à ces sortes de pensionnats ». Legros, AN, F17/12432, note adressée par Legros au Conseil royal en août 1845.

28. Ce premier rapport se trouve aux Archives Nationales, F17/12431. La série des rapports dans son ensemble est disponible à la bibliothèque de l'Hôtel de Ville ; voir Conseil général du département de la Seine, *Résultats de l'inspection des pensionnats*, 1845-1864. À titre de comparaison, l'ordonnance du 29 janvier 1839 fixe le traitement des maîtres d'études dans les

collèges communaux de 1^{ère} classe à 600 F et à 500 F dans ceux de 2e classe ; les instituteurs, eux, touchent un salaire minimal de 600 F en 1850. Les sous-maîtresses gagnent donc souvent la moitié, voire le tiers, du salaire de leurs homologues masculins.

29. En 1848, des sous-maîtresses envoient au gouvernement d'Hippolyte Carnot une pétition lui demandant de remédier à leur situation par le biais d'un salaire municipal minimal et par la constitution d'une caisse de vieillesse. AN, F17/12432.

30. La première école normale féminine ouvre ses portes en 1838 à Argentan sous l'égide des sœurs de l'Instruction chrétienne ; en 1863, au moment de l'arrivée de Victor Duruy à l'Instruction publique, on trouve onze écoles normales féminines, et cinquante-trois cours normaux, contre soixante-six écoles normales masculines et sept cours normaux. Voir Anne Quartarero : *Women Teachers and Popular Education in Nineteenth-Century France. Social Values and Corporate Identity at the Normal School Institution*, Newark, University of Delaware Press, 1995, p. 78.

31. Les institutrices comme les sous-maîtresses résident dans les pensionnats alors que la catégorie de « professeur » concerne tout le personnel enseignant qui vient plus sporadiquement donner des leçons, soit dans les matières intellectuelles, soit dans les arts d'agrément. Pour une analyse de la place des hommes dans l'enseignement féminin, voir Rebecca Rogers : « Le professeur a-t-il un sexe ? : les débats autour de la présence d'hommes dans l'enseignement secondaire féminin, 1840-1880 », *Clio : Histoire, Femmes et Société*, 4, 1996, pp. 221-239.

32. Journal des maîtres et maîtresses de pension, 24 mai 1841.

33. AN, AJ16/199, dossier personnel.

34. Cette concurrence est particulièrement marquée à Paris : en 1821, on y trouve 90 écoles laïques, tandis qu'en 1830 il en existe 190, soit plus du double. En 1864, on trouve dans la capitale 316 pensionnats comptant près de 12 000 élèves, les effectifs atteignant leur apogée en 1859, avec 14 362 élèves, pour ensuite décroître lentement. Conseil général du département de la Seine, *Résultats de l'inspection des pensionnats*, 1845-1864.

35. Voir son dossier AN, AJ16/199. Les almanachs de commerce montrent qu'elle a tenu une école pendant un an boulevard Montparnasse, puis qu'elle a dirigé pendant trois ans un établissement rue de Chaillot, avant d'ouvrir une dernière école qui n'a fonctionné qu'une année rue d'Armaille Terne dans le XIVe arrondissement en 1865.

36. Arch. dépt. de Loire-Atlantique, 76 T 1. Les dossiers montrent également que les sous-maîtresses n'ont pas forcément un diplôme de sous-maîtresse ; très souvent, elles obtiennent le plus facile des brevets de l'enseignement primaire, celui du premier ordre.

37. AN, AJ16/199.

38. Une situation similaire existe aux Pays-Bas ; voir Mineke van Essen : « Female Teachers in the Netherlands, 1827-1858 », in *Women Educators. Employees of Schools in Western Countries*, sous la direction de P. A. Schmuck, New York, New York State University Press, 1987, pp. 139-151. En Angleterre, de même, nous trouvons des institutions gérées comme des entreprises familiales, dont la plus connue est la North London Collegiate School dirigée par Frances Buss ; voir Nonita Glenday, Mary Price : *Reluctant Revolutionaries. A Century of Head Mistresses 1874-1974*, Bath, Pitman Publishing, 1974, p. 8.
39. Arch. dépt. de Paris, VD 159, n° 1.
40. *Journal des maîtres et des maîtresses de pension*, le 14 décembre 1840 et le 8 février 1841.
41. AN, F17/12433. Sous la Restauration, on trouve trace de femmes dont on révoque le diplôme de maîtresse d'étude pour cause de plaintes graves, mais celles-ci ne sont pas détaillées. Voir le cas d'Anastasie Dufour, le 14 novembre 1816, Arch. dépt. de Paris, VD 367, n° 9.
42. Veuve Louis (pseudonyme) : *Mémoires de Mme Veuve Louis*, Bordeaux, 1844, p. 4. Je remercie Jean-Noël Luc de m'avoir signalé ces mémoires.
43. Ernest Renan : *Henriette Renan, souvenir pour ceux qui l'ont connue*, Paris, imp. de Claye, 1862.
44. Pour plus d'informations sur les origines sociales des directrices de pension, voir Rebecca Rogers : « Professional Opportunities for Middle-Class Women in Paris : Lay Schoolmistresses from 1820-1880 », in *Women in Towns. The Social Position of Urban Women in a Historical Context*, sous la direction de Marjatta Hietala et Lars Nilsson, Stockholm, 1999, pp. 110-124.
45. Le paragraphe suivant s'appuie sur les archives privées de Viviane Isambert-Jamati. Pour un portrait général de la famille Dubois-Goblet et des caractéristiques de leur correspondance, voir V. Isambert-Jamati : *Solidarité fraternelle et réussite sociale. La correspondance familiale des Dubois-Goblet, 1841-1882*, Paris, L'Harmattan, 1995.
46. La lettre précise « [qu'elle] ne voudrait pas tenir une petite classe, se disant trop savante pour cela ».
47. Le journal de Pauline Weill, *Histoire de ma vie. Journal*, m'a été transmis par Philippe Lejeune, que je tiens à remercier. Il en parle dans *Le moi des demoiselles. Enquête sur le journal de jeune fille*, Paris, Seuil, 1993.
48. Entrée du 27 janvier 1858.
49. Entrée du 18 février 1858.
50. Entrée du 2 mars 1859.
51. Voir F. Mayeur : *L'enseignement secondaire..., op. cit.*, pp. 342-348.

RÉSUMÉS

L'article analyse la place de l'aide éducatrice au sein de l'enseignement secondaire pour filles en France avant les réformes républicaines des années 1880. À beaucoup d'égards, le personnage de l'aide éducatrice ressemble à celui de la gouvernante dans la société britannique ; elle était souvent l'objet de commentaire aussi bien dans la presse pédagogique que dans la littérature d'ethnographie urbaine du début des années 1830. Elle fut ensuite décrite comme une servante exploitée et sous-payée, malgré son statut de classe moyenne. Après avoir examiné l'ensemble de ces représentations, l'article analyse les changements apportés au profil du corps enseignant par les nouvelles règles et réglementations, et leur impact sur le statut de ces femmes placées au bas de la hiérarchie. Une dernière section tente, au travers de revues et de correspondances, de

comprendre la vie quotidienne de ces femmes, en montrant que ce niveau d'enseignement offrait à quelques-unes une véritable possibilité d'autonomie.

This article considers the position of the teaching aide within girls' secondary education in France prior to the republican reforms of the 1880. The figure of the teaching aide resembles in many respects that of the governess in British society; she was often the subject of commentary in the pedagogical press as well as in the urban literature of the early 1830s. She was then portrayed as an exploited and under-paid servant despite her middle-class status. After examining these representations of the teaching aide, the article then considers how new rules and regulations changed the contours of the teaching profession and considers their impact on the status of these women at the bottom of the hierarchy. A final section uses journals and correspondences in an attempt to understand the daily lives of these women, illustrating how this level of teaching did offer some women a degree of autonomy.

Der Beitrag zeichnet die Rolle der Hilfs-Erzieherin im Sekundarschulwesen für Mädchen in Frankreich vor den republikanischen Reformen der 1880er Jahre nach. In vieler Hinsicht gleicht die Figur der Hilfs-Erzieherin der der Gouvernante in der britischen Gesellschaft; in der pädagogischen Presse wie in der Literatur zu den städtischen Bevölkerungsgruppen der beginnenden 1830er Jahre wird dieser Berufsstand häufig thematisiert. Auch in der Folgezeit werden die Hilfslehrerinnen trotz ihrer Zugehörigkeit zum Mittelstand als eine ausgebeutete und unterbezahlte Personengruppe beschrieben. Der Beitrag geht diesen Zuschreibungen nach und analysiert sich aus den neuen Regelungen und Verordnungen ergebenden Veränderungen im Berufsbild des Lehrerstandes und ihre Auswirkung auf diese auf der untersten Stufe der sozialen Leiter stehende Frauengruppe. Schließlich wird versucht, durch die Analyse von Zeitschriften und privater Schriftlichkeit den Alltag dieser Frauen nachzuzeichnen, wobei gezeigt wird, dass die Zugehörigkeit zu diesem Berufsstand manchen dieser Frauen die Möglichkeit zu einer wirklichen Selbständigkeit eröffnete.

INDEX

Index géographique : France

Index chronologique : XIXe siècle

Mots-clés : éducation des filles, enseignante, enseignement privé, internat, pensionnat

AUTEUR

REBECCA ROGERS

Université Marc Bloch, Strasbourg